

[Hebdo] CPU Newsletter 19/10/2020 #1



Madame, monsieur,

J'ai le plaisir de vous annoncer que la veille de la CPU reprend à partir de cette semaine. La CPU vous proposera chaque lundi une veille d'information hebdomadaire et gratuite : actualité de la CPU et des réseaux universitaires, textes et documents relatifs à la Formation et à l'Emploi, à la Recherche et à l'Innovation, en France et en Europe, appels à projet, agenda. Pour ne plus rien manquer de l'actualité de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, restez abonnés et invitez vos relations professionnelles à s'abonner en partageant ce premier numéro. Bonne lecture à tous,



Gilles ROUSSEL
Président de la CPU

Se désabonner de la mailing-list

**Depuis l'adresse mail qu'on souhaite abonner, envoyer un mail à :
sympa@list.lgo.ovh
avec comme sujet : UNSUBSCRIBE veillecpu**

Revue de presse - Vendredi 16 Octobre 2020 (CPU, 16/10/2020)

<http://www.cpu.fr/actualite/revue-de-presse-vendredi-16-octobre-2020/>

Assassinat d'un professeur d'histoire et géographie (CPU, 17/10/2020)

La Conférence des Présidents d'Université condamne l'ignoble assassinat d'un professeur d'histoire et géographie d'un collège de Conflans Sainte Honorine. Elle partage la peine de sa famille, de ses proches et de ses collègues ; elle les assure de sa solidarité.

<http://www.cpu.fr/actualite/assassinat-dun-professeur-dhistoire-et-geographie/>

Situation des universitaires en Turquie (CPU, 19/10/2020)

Une fois encore la liberté des universitaires est mise à mal en Turquie.

L'arrestation de la Professeure Ermine Beyza Üstün suivie de son incarcération fournit un nouvel exemple du peu de cas qui y est fait de la liberté individuelle, particulièrement de celle des professeurs d'université.

<http://www.cpu.fr/actualite/situation-des-universitaires-en-turquie/>

Conférence nationale des stages étudiants : l'accent sur les acteurs de la professionnalisation des étudiants (CPU, 13/10/2020)

La sixième Conférence Nationale des stages et autres actions de professionnalisation aura lieu cette année le 6 novembre 2020, à Paris, dans les locaux de la BPCE.

<http://www.cpu.fr/actualite/conference-des-stages-etudiants-laccent-sur-les-acteurs-de-la-professionnalisation-des-etudiants/>

Protection des données personnelles : le prix SupDPO pour récompenser l'action des établissements (CPU, 09/10/2020)

Faire la promotion des chantiers de protection des données personnelles dans les organismes d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation : c'est l'objectif du Prix SupDPO, lancé pour la première fois cette année par le réseau SupDPO, avec le soutien de la CPU et de la Conférence des grandes écoles. Vous êtes une Direction d'établissement ou un.e Délégué.e à la protection des données (DPO) et vous voulez faire connaître les avancées en matière de protection des données dans votre établissement ? Candidatez dès à présent à l'ensemble des trois prix.

<http://www.cpu.fr/actualite/protection-des-donnees-personnelles-le-prix-supdpo-pour-recompenser-laction-des-etablissements/>

Covid-19 et Universités : agir aussi contre le décrochage (CPU, 08/10/2020)

Le gouvernement a annoncé lundi 5 octobre que tous les établissements d'enseignement supérieur classés en zone d'alerte renforcée et en zone d'alerte maximale devaient réduire de moitié, dans les salles d'enseignement, le nombre d'étudiants accueillis dès le lendemain.

<http://www.cpu.fr/actualite/universites-agir-aussi-contre-le-decrochage/>

Revivez le grand colloque « Médecine, santé et sciences au cœur de la société » (CPU, 05/10/2020)

Le 24 septembre dernier, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, présidents d'université, doyens des facultés de santé, professionnels de santé, étudiants et responsables politiques ont réfléchi ensemble aux bouleversements induits par la crise sanitaire sur la santé publique et à la façon d'apporter des réponses concrètes aux nouveaux enjeux.

<http://www.cpu.fr/actualite/revivez-le-grand-colloque-medecine-sante-et-sciences-au-coeur-de-la-societe/>

Science en bulles, la BD de la Fête de la science revient avec un second numéro « Planète Nature » (CPU, 02/10/2020)

A l'occasion de la Fête de la Science 2020 et pour la seconde année consécutive, la CPU est partenaire de la BD Sciences en bulles, qui revient pour une deuxième édition autour du thème : Planète nature.

<http://www.cpu.fr/actualite/science-en-bulles-la-bd-de-la-fete-de-la-science-revient-avec-un-second-numero-planete-nature/>

Réseau des VP vie étudiante : "Partir des réalités de terrain, et y apporter des réponses collectives" (CPU, 02/10/2020)

Les contours du réseau des vice-présidents vie universitaire, vie de campus et vie étudiante sont dessinés ! Le 1er juillet dernier, le Bureau se constituait autour de ses deux coordonnateurs : Laurence Canteri, Vice-présidente du Conseil de la vie universitaire de l'Université de Lorraine et Raphael Costambeys-Kempczynski, Délégué général de l'Alliance Sorbonne Paris Cité. Pour eux, le partage de pratiques inspirantes au sein du réseau et l'importance de porter une voix collective auprès des décideurs doivent guider son action. Dans ce regard croisé accordé au site de la CPU, ils reviennent sur les missions du réseau et les pistes d'action pour mieux prendre en compte les problématiques de vie étudiante. Ils mettent en lumière les enseignements tirés de la crise sanitaire : si celle-ci a révélé des fractures importantes entre étudiants, elle a aussi été l'occasion, pour les services de vie étudiante des universités, de mettre en place « de très belles initiatives sportives et culturelles » qui pourront être pérennisées.

<http://www.cpu.fr/actualite/reseau-des-vice-presidents-vie-etudiante-nous-partirons-des-realites-de-terrain-et-tacherons-dy-apporter-des-reponses-collectives/>

Pour « des campus durables en villes durables » : l'engagement des acteurs universitaires (CPU, 30/09/2020)

Le 29 septembre, la CPU, le CNOUS, l'AVUF, la CGE et la MGEN ont signé un protocole d'engagement commun, témoignant de leur volonté d'agir en faveur des « campus durables en villes durables ». Depuis plusieurs années, un nombre croissant d'acteurs se mobilise pour imaginer et réaliser des écosystèmes résilients dans chaque territoire. Les signataires affirment leur soutien aux dynamiques locales de partenariat en cours ou à venir.

<http://www.cpu.fr/actualite/pour-des-campus-durables-en-villes-durables-lengagement-des-acteurs-universitaires/>

Hommage à Jacques Ginesté (CPU, 30/09/2020)

La Conférence des présidents d'université apprend avec une tristesse infinie la mort de Jacques Ginesté, ancien directeur de l'ESPE de Marseille et ancien président du réseau des directeurs d'ESPE dont il fut l'initiateur et devenu depuis le réseau des INSPE.

<http://www.cpu.fr/actualite/hommage-a-jacques-ginestie/>

HAL : une gouvernance partagée et un modèle de financement pérenne (CPU, 28/09/2020)

Créée en 2001, la plateforme HAL permet l'accès ouvert à plus de 750 000 documents scientifiques. Elle compte aujourd'hui près de 100 000 utilisateurs actifs et abrite 124 portails d'institutions de l'enseignement supérieur et de la recherche française.

<http://www.cpu.fr/actualite/hal-une-gouvernance-partagee-et-un-modele-de-financement-perenne/>

L'instant recherche n°15 - Environnement de demain : la recherche pour anticiper le monde des générations futures (CPU, 22/09/2020)

Pour cet Instant Recherche #15 consacré à l'environnement de demain, la CPU s'associe à l'Alliance nationale de recherche pour l'environnement (Allenvi), qui fédère, programme et coordonne la recherche environnementale française pour relever les grands défis sociétaux de l'alimentation, de l'eau, du climat et des territoires.

<http://www.cpu.fr/actualite/instant-recherche-n8-lepidemie-au-quotidien/>

Parution du livre de Jean-Marc Monteil : « l'Université a besoin d'être soutenue, avec exigence, mais sans réserve ni atermoiements » (CPU, 18/09/2020)

Après trente ans de responsabilités dans le monde universitaire, Jean-Marc Monteil, qui fut notamment premier vice-président de la CPU de 1996 à 1997, prend la plume pour mettre en lumière le lien indéfectible qui unit l'Université et la Recherche. Son ouvrage « Université et recherche : les enjeux de l'autonomie – Les sentiers d'un témoin engagé » est paru le 17 septembre aux Presses universitaires de Grenoble.

<http://www.cpu.fr/actualite/parution-du-livre-de-jean-marc-monteil-luniversite-a-besoin-detre-soutenue-avec-exigence-mais-sans-reserve-ni-atermoiements/>

[Éclairage] Risques naturels et environnementaux, quelle organisation de la recherche pour répondre aux enjeux des générations futures ? (CPU, 17/09/2020)

Le changement climatique nécessite que les politiques de recherche mettent les risques naturels et environnementaux au premier plan. A tous les niveaux d'organisation, la question des risques et de leur réduction est donc un enjeu majeur pour l'avenir de nos sociétés. Point sur les diverses actions mises en place du niveau régional au niveau international, par Nicolas Eckert, chercheur au laboratoire ETNA (Université Grenoble Alpes / Inra) et Gilles GrandJean chercheur au BRGM et co-animateurs du GET-Risques d'Allenvi.

<http://www.cpu.fr/actualite/eclairage-risques-naturels-et-environnementaux-quelle-organisation-de-la-recherche-pour-repondre-aux-enjeux-des-generations-futures/>

[Initiative] One Health, une réponse transdisciplinaire dans un contexte de changement global (CPU, 15/09/2020)

La crise sanitaire induite par le coronavirus SARS-Cov-2 a mis en lumière le besoin de s'approprier pleinement le concept One Health pour se prémunir et le cas échéant lutter contre les pandémies ; une appropriation qui passe par un important changement de paradigme basé sur le développement d'études transdisciplinaires à l'interface entre santé humaine, santé animale et santé environnementale. Eclairage sur l'initiative par le groupe Inter-Alliances (GIA) Environnement-Santé d'Allenvi.

<http://www.cpu.fr/actualite/initiative-one-health-une-reponse-transdisciplinaire-dans-un-contexte-de-changement-global/>

[Éclairage] Questionner la préservation de la biodiversité au moyen des aires protégées (CPU, 15/09/2020)

Le groupe « grand enjeu transversal » (GET) Biodiversité d'AllEnvi travaille sur les questions de biodiversité dans les socio-écosystèmes. Parmi différents sujets, les chercheurs s'attachent notamment à analyser et à évaluer les stratégies de préservation de la biodiversité sauvage à travers les aires protégées. Une aire protégée doit contribuer à préserver la biodiversité et à stopper l'érosion face aux changements globaux. Comment optimiser les réseaux d'aires protégées et en fonction de quels buts de conservation ? Eclairage par François Sarrazin (Sorbonne Université), Sébastien Barot (IRD), respectivement président et vice-président du Conseil scientifique de la FRB et animateurs du GET Biodiversité de l'AllEnvi, Jean-François Silvain (FRB – Président), Hélène Soubelet (FRB – Directrice) et Aurélie Delavaud (FRB – Responsable Science et communautés de recherche).

<http://www.cpu.fr/actualite/eclairage-questionner-la-preservation-de-la-biodiversite-au-moyen-des-aires-protégees/>

[Étude] Causes et conséquences de l'élévation du niveau de la mer à l'horizon 2100 (CPU, 15/09/2020)

Un groupe pluridisciplinaire de chercheurs d'Allenvi a établi divers scénarios sur les impacts futurs de l'élévation du niveau moyen de l'océan et ses conséquences. Le groupe de travail qui a abouti à ces perspectives était composé de chercheurs issus de nombreux organismes (Ifremer, Ifsttar, IRD...) et de plusieurs universités dont l'Université Grenoble Alpes, La Rochelle université ou encore l'Université Le Havre Normandie.

<http://www.cpu.fr/actualite/etude-causes-et-consequences-de-lelevation-du-niveau-de-la-mer-a-lhorizon-2100/>

[Initiative] Les sols, la clé vers la neutralité carbone ? (CPU, 15/09/2020)

Peut-on imaginer un monde où vivraient 10 milliards d'êtres humains en symbiose avec leur environnement, où produire l'alimentation et les matières premières biosourcées ne serait pas synonyme de destruction des écosystèmes de la planète notamment sous l'effet d'un changement du climat ? C'est ce qu'imagine l'initiative « 4 pour 1000 » qui vise à montrer que l'agriculture, et en particulier les sols agricoles, peuvent jouer un rôle crucial pour la sécurité alimentaire et le changement climatique. Depuis sa création en 2015 de nombreuses universités au sein d'Allenvi ont participé au projet : de l'Université de Poitiers à l'Université de Lorraine en passant par l'Université de Montpellier.

<http://www.cpu.fr/actualite/initiative-les-sols-la-cle-vers-la-neutralite-carbone/>

Colloque Santé et Société : donner un nouvel élan à la santé publique (CPU, 11/09/2020)

Le 24 septembre dernier, la CPU a organisé avec la Conférence des doyens des facultés de médecine et en partenariat avec les Conférences des doyens des facultés de pharmacie, d'odontologie et des enseignants de maïeutique, un grand colloque « Médecine, santé et sciences au cœur de la société ». Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et Olivier Véran, ministre des Solidarités et de la Santé feront l'honneur de leur présence.

<http://www.cpu.fr/actualite/colloque-sante-et-societe-donner-un-nouvel-elan-a-la-sante-publique/>

L'avenir de l'initiative « universités européennes ». Les propositions de la CPU (CPU, 11/09/2020)

Les résultats du second volet de l'appel pilote « universités européennes » confirment la mobilisation des établissements d'enseignement supérieur français et l'excellente qualité des candidatures déposées dans le

cadre de cette initiative. A l'issue des deux phases, la France, avec 32 membres au sein des 41 alliances, se situe en effet au tout premier plan parmi les pays de l'Union européenne.

<http://www.cpu.fr/actualite/lavenir-de-linitiative-universites-europeennes-propositions-de-la-conference-des-presidents-duniversite/>

Plan de relance : les universités sont prêtes ! (CPU, 04/09/2020)

Financement ESR / Communiqué

Après la présentation du plan de relance, la CPU affirme son engagement et sera une force de proposition réactive. D'ores et déjà, sous réserve d'un examen détaillé de l'ensemble des mesures, la CPU se félicite de celles qui concernent spécifiquement l'enseignement supérieur et la recherche. C'est le cas notamment des 30 000 places supplémentaires pour les formations supérieures ou encore de la confirmation de la hausse des crédits de l'ANR (400 M€), des 2,7Md€ du PIA, et enfin des 4Md€ consacrés à la rénovation énergétique du patrimoine immobilier public.

<http://www.cpu.fr/actualite/plan-de-relance-les-universites-sont-pretes/>

PROJET DE LOI PROGRAMMATION DE LA RECHERCHE + BUDGET ESR 2021

La loi de programmation de la recherche : une ambition déçue (Sénat, 14/10/2020)

Face à l'urgence d'enrayer le décrochage de la recherche française et de restaurer la confiance entre la Nation et ses chercheurs, les attentes suscitées par le projet de loi de programmation étaient particulièrement élevées. Le rapporteur, Laure Darcos (LR - Essonne), et ses collègues de la commission ont réalisé un travail d'auditions et d'analyse approfondi afin de répondre à la question : cette loi est-elle à la hauteur des attentes ?

<https://www.senat.fr/presse/cp20201014g.html>

Loi de programmation de la recherche 2021-2030 : signature d'un accord historique sur les rémunérations et les carrières (Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, 14/10/2020)

Un accord historique sur les rémunérations et les carrières des personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur a été conclu à l'hôtel de Matignon, le 12 octobre, entre le gouvernement et les partenaires sociaux. Cet accord détermine les modalités du plus important plan de revalorisations salariales à destination des chercheurs, des enseignants-chercheurs et de l'ensemble des personnels qui font vivre la recherche publique en France.

<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154664/loi-de-programmation-de-la-recherche-2021-2030-signature-d-un-accord-historique-sur-les-remunerations-et-les-carrieres.html>

Commission de la culture, de l'éducation et de la communication : compte rendu de la semaine du 5 octobre 2020 (Sénat, 7/10/2020)

<http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20201005/culture.html>

Discours de Frédérique Vidal à la Commission culture, éducation et communication du Sénat sur la LPR (Ministère de

L'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, 7/10/2020)

Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, s'est exprimée mercredi 7 octobre sur le projet de loi de programmation de la recherche lors de son audition devant la Commission culture, éducation et communication au Sénat.

<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154550/discours-de-frederique-vidal-a-la-commission-culture-education-et-communication-du-senat-sur-la-lpr.html>

L'enseignement supérieur et la recherche perdent en revanche 200 millions, malgré la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (Localtis, 28/09/2020)

Un projet de loi de finances au service du plan de relance

https://www.banquedesterritoires.fr/un-projet-de-loi-de-finances-au-service-du-plan-de-relance?pk_campaign=Flux%20RSS&pk_kwd=2020-09-28&pk_source=Actualit%C3%A9s%20Localtis&pk_medium=RSS

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture le projet de loi de programmation de la recherche (Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (24/09/2020)

<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154180/l-assemblee-nationale-a-adopte-en-premiere-lecture-le-projet-de-loi-de-programmation-de-la-recherche.htm> |

Projet de loi, adopté, par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur le 23 septembre 2020, T.A. n° 478

http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/programmation_recherche_2021_2030?etape=15-AN1

LPR : discours de Frédérique Vidal à l'Assemblée nationale – (Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, 21/09/2020)

<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154060/lpr-discours-de-frederique-vidal-a-l-assemblee-nationale.html>

Projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche : la contribution du CESE (21/09/2020)

<https://www.lecese.fr/content/projet-de-loi-de-programmation-pluriannuelle-de-la-recherche-la-contribution-du-cese>

Début du travail parlementaire concernant la Loi de programmation de la recherche 2021-2030 (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, 10/09/2020)

Le travail parlementaire concernant la loi de programmation de la recherche a débuté le 9 septembre 2020. Trois enjeux principaux pour cette loi : renforcer la capacité de financement des projets, programmes et laboratoires de recherche ; conforter et renforcer l'attractivité des emplois et des carrières scientifiques ; consolider la recherche partenariale et le modèle d'innovation français.

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid153846/debut-du-travail-parlementaire-concernant-la-loi-de-programmation-de-la-recherche.html>

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

Bulletin Officiel (Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, 15/10/2020)

Édité par le M.E.S.R.I., le Bulletin officiel de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation publie des actes administratifs : décrets, arrêtés, notes de service, circulaires, avis de vacance de postes, etc. La mise en place de mesures ministérielles et les opérations annuelles de gestion font l'objet de textes réglementaires publiés dans des BO spéciaux. Publication hebdomadaire (ISSN : 2110-6061)

http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid20536/bulletin_officiel.html?pid_bo=39815&cbo=1

Lancement de la 8e édition du Prix du Roman des étudiants France Culture-Télérama (Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, 14/10/2020)

Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, a lancé **l'édition 2020 du Prix du Roman des étudiants France Culture-Télérama**. Initié il y a huit ans avec le soutien du ministère, ce prix récompense un roman écrit en langue française issu de la rentrée littéraire. Le jury, composé exclusivement d'étudiants, élira le lauréat parmi une sélection de cinq romans choisis par les rédactions de France Culture et de Télérama. Résultats en janvier 2021 !

<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154539/lancement-de-la-8e-edition-du-prix-du-roman-des-etudiants-france-culture-telerama.html>

Lancement de l'appel à projets de recherche FRB-Cesab 2020 (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, 12/10/2020)

À l'occasion du lancement de l'appel à projets FRB-Cesab 2020, la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation Frédérique Vidal et la Secrétaire d'État à la biodiversité Bérangère Abba ont salué l'innovation et l'excellence dont fait preuve la recherche française sur la biodiversité. Les deux ministres ont souligné le caractère innovant des travaux menés par le Centre de synthèse et d'analyse sur la biodiversité (Cesab) de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité (F.R.B.) et l'importance du recueil et de l'analyse des données d'observation pour relever le défi mondial de l'érosion de la biodiversité.

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154640/lancement-de-l-appel-a-projets-de-recherche-frb-cesab-2020.html>

Garantir la disponibilité des antibiotiques en médecine humaine et vétérinaire tout en préservant l'environnement : une priorité

gouvernementale (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, 12/10/2020)

À la demande du Gouvernement français, et en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), la Commission européenne a accepté de financer un projet visant à proposer des solutions concrètes pour lutter contre l'indisponibilité de certains antibiotiques en France en médecine humaine et vétérinaire et à éviter les pollutions environnementales lors de leur production.

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154627/garantir-la-disponibilite-des-antibiotiques-en-medecine-humaine-et-veterinaire-tout-en-preservant-l-environnement-une-priorite-gouvernementale.html>

Les Publication du rapport n° 2020-016 relatif à la cartographie des bourses publiques de l'enseignement supérieur (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, 09/10/2020)

Le rapport de la mission I.G.E.S.R. établit une cartographie des bourses publiques de l'enseignement supérieur avec trois niveaux d'acteurs publics qui proposent des aides financières aux étudiants : les ministères, au premier rang desquels le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, les conseils régionaux et les autres collectivités territoriales.

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154611/publication-du-rapport-n-2020-016-relatif-a-la-cartographie-des-bourses-publiques-de-l-enseignement-superieur.html>

Le prix Nobel de chimie 2020 décerné à la chercheuse française Emmanuelle Charpentier (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, 07/10/2020)

Cette technique a révolutionné le domaine de l'ingénierie génétique. Comme souvent, cette découverte était inattendue. Elle résulte de la compréhension par l'équipe d'Emmanuelle Charpentier des mécanismes moléculaires du système immunitaire CRISPR-Cas9 qui défend les bactéries contre l'agression par les virus.

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154545/le-prix-nobel-de-chimie-2020-decerne-a-la-chercheuse-francaise-emmanuelle-charpentier.html>

Prix PEPITE 2020 : une nouvelle génération d'entrepreneurs engagés, solidaires, créatifs (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, 06/10/2020)

Les 29 lauréats nationaux de l'édition 2020 du Prix PEPITE ont été dévoilés le 6 octobre 2020. Organisé par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, en partenariat avec Bpifrance, ce prix emblématique vient reconnaître l'engagement des jeunes entrepreneurs et soutenir la créativité et l'esprit d'entreprendre des étudiants et des jeunes diplômés. Le prix Pépites des PEPITE a été décernés en parallèle à 10 jeunes entrepreneurs qui se sont illustrés par leur solidarité durant la crise sanitaire.

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154439/prix-pepites-2020-une-nouvelle-generation-d-entrepreneurs-engages-solidaires-creatifs.html>

Epidémie de Covid-19 : restriction des capacités d'accueil des établissements d'enseignement supérieur (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, 05/10/2020)

Les récentes évolutions de la Covid-19 conduisent à restreindre les capacités d'accueil des établissements d'enseignement supérieur. A la demande du Premier ministre et après échanges avec les responsables concernés, Frédérique Vidal demande par circulaire aux chefs d'établissement situés en zone d'alerte renforcée et en zone d'alerte maximale d'instaurer une jauge pour tous les espaces d'accueil (espaces d'enseignement, espaces de restauration, bibliothèques universitaires) à 50 % au plus de leur capacité nominale, et ce dès le mardi 6 octobre.

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154451/epidemie-de-covid-19-restriction-des-capacites-d-accueil-des-etablissements-d-enseignement-superieur.html>

Construction d'une nouvelle résidence universitaire sur le Campus du Saulcy, à Metz (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, 02/10/2020)

Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, la région Grand-Est, Metz métropole et le CNOUS annoncent la construction d'une nouvelle résidence universitaire sur le Campus du Saulcy, à Metz.

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154440/construction-d-une-nouvelle-residence-universitaire-sur-le-campus-du-saulcy-a-metz.html>

Investissements d'avenir : un appel à projets pour développer la compétitivité de la filière méthanisation (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, 02/10/2020)

Le Gouvernement annonce l'ouverture d'un appel à projets du Programme d'investissements d'avenir (P.I.A.), opéré par l'ADEME, qui vise à faire émerger des solutions industrielles innovantes en matière de méthanisation afin de développer la compétitivité de la filière française et la structurer de manière pérenne. Cette action contribue à l'engagement de l'État d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 et de valoriser le potentiel de développement de son économie verte.

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid29941-cid154437/investissements-d-avenir-un-appel-a-projets-pour-developper-la-competitivite-de-la-filiere-methanisation.html>

BULLETIN OFFICIEL SPÉCIAL N° 7 DU 1ER OCTOBRE 2020 (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, 01/10/2020)

Édité par le M.E.S.R.I., le Bulletin officiel de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation publie des actes administratifs : décrets, arrêtés, notes de service, circulaires, avis de vacance de postes, etc. La mise en place de mesures ministérielles et les opérations annuelles de gestion font l'objet de textes réglementaires publiés dans des BO spéciaux.

https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid20536/bulletin-officiel.html?pid_bo=39797&cbo=1

ASSOCIATION DE DIRECTEURS DES SYSTÈMES D'INFORMATIONS (A-DSI)

Formation des DSIN- Module A: 04-06/11/2020 (A-DSI)

L'institut des hautes études de l'éducation et de la formation (IH2EF), en partenariat avec l'AMUE, développe un cycle de formations à destination des cadres administratifs supérieurs des établissements de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Le contenu est conçu par l'ensemble des acteurs regroupés en comité de pilotage : MENJ-MESRI, CPU, CDEFI, IGESR, l'Association des DGS avec l'IH2EF et AMUE en tant qu'opérateurs de formation. Ce cycle est mis en œuvre avec la participation active des associations professionnelles.

<https://www.a-dsi.fr/formation-des-dsi-dsin-module-a-04-06-11-2020/>

RÉSEAU QUALITÉ ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE (RELIER)

Colloque G3 - Bruxelles - reporté au mois d'octobre 2021 (RELIER, 24/09/2020)

Chèr.e.s collègues, chèr.e.s collaborateur.rice.s, Nous espérons que vous allez bien en ce début d'année académique. Nous avons le regret de vous annoncer que le colloque Qualité du G3 portant sur les défis et stratégies, qui devait avoir lieu du lundi 25 janvier au mercredi 27 janvier 2021, est reporté au mois d'octobre 2021 en raison des circonstances particulières que le monde traverse actuellement...

<https://sites.google.com/a/iepg.fr/relier-univ/home/a-la-une/colloqueg3-bruxelles-reporteaumoisdoctobre2021>

27 novembre 2020 : Pilotage de la FTLV dans les établissements de l'ESR au sein d'un écosystème en mouvement (RELIER, 10/09/2020)

Actualité

La réforme portée par la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel bouscule les pratiques, tant par les enjeux, l'évolution des rôles et des responsabilités des acteurs, la transformation de la relation avec l'utilisateur, l'appréhension même de la notion de formation (développement de compétences) et de ses modalités de mise en œuvre (développement de la numérisation, AFEST...). Elle s'articule également avec l'ensemble des autres réformes actuelles (arrêté licence, loi de la transformation de la fonction publique...).

<https://sites.google.com/a/iepg.fr/relier-univ/home/new-conf/16econferencepilotagedelaftlvdanslesetablissementsdelesrauseindunecosystemeenmouvement>

GROUPEMENT NATIONAL DES DIRECTEURS SUAPS (GNDS)

Outils pour préparer une rentrée « adaptée » en raison du risque pandémique et des obligations sanitaires (GNDS, 28/09/2020)

Le Bureau National et le CA du GNDS ont souhaité faciliter le travail de préparation des Directeurs et Directrices en centralisant le mieux possible les ressources disponibles et officielles sur les contraintes liées à la pandémie, au déconfinement, au cadre universitaire, et celles spécifiques à l'objet sportif.

<https://www.gnds.fr/covid-19-rentree-2020-2021/rentree-2020-2021-et-covid-19.html>

Renouvellement du Conseil d'Administration (CIRSES)

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du CIRSES qui a eu lieu le 09/07 renouvelait le 1/3 sortant du Conseil d'Administration.

<https://www.cirses.fr/article32.html>

RÉSEAU CAP ANR

L'ANR publie le guide de l'AAPG 2021 (ANR, 09/10/2020)

En complément du texte de l'Appel à projets générique (AAPG) 2021, l'ANR publie un guide explicitant les modalités de soumission, d'évaluation, de sélection et de financement des projets déposés à l'appel.

<https://anr.fr/fr/actualites-de-lanr/details/news/lanr-publie-le-guide-de-laapg-2021/>

ANR Tour 2021 : des webinaires d'information et d'échanges sur les appels à projets, les modalités de financement et les outils de suivi des projets (ANR, 08/10/2020)

Au regard du contexte sanitaire, l'ANR adapte le format des rencontres de l'ANR Tour et propose plusieurs webinaires d'information et d'échanges avec les communautés scientifiques, tout au long du mois d'octobre et début novembre 2020. Au programme : présentation du Plan d'action 2021 et de l'Appel à projets générique (AAPG) 2021, des axes de l'AAPG par département scientifique, des appels dédiés aux partenariats public-privé, des appels tournés vers l'Europe et l'international, du règlement financier, des accords de consortium, et des nouveaux outils de suivi des projets.

<https://anr.fr/fr/actualites-de-lanr/details/news/anr-tour-2021-des-webinaires-dinformation-et-dechanges-sur-les-appels-a-projets-les-modalites-d/>

L'ANR, partenaire du Deeptech Tour pour favoriser les échanges entre les acteurs de la recherche et de l'entrepreneuriat (ANR, 06/10/2020)

Chercheurs, doctorants, ingénieurs, entrepreneurs : l'ANR vous donne rendez-vous les 13 et 21 octobre 2020 aux deux prochaines étapes 100% numériques du Deeptech Tour organisées par Bpifrance à l'Université Clermont Auvergne et à l'Université Paris Sciences & Lettres. Au programme, des sessions plénières avec des témoignages et des exemples de recherches à l'origine d'innovations technologiques, ainsi que des workshops et des moments de networking.

<https://anr.fr/fr/actualites-de-lanr/details/news/lanr-partenaire-du-deeptech-tour-pour-favoriser-les-echanges-entre-les-acteurs-de-la-recherche-et/>

AAPG 2020 : l'ANR adapte le calendrier de publication des résultats (ANR, 06/10/2020)

Dans le contexte exceptionnel lié à la pandémie de Covid-19, l'allongement de la phase de dépôt des propositions détaillées a entraîné le report de la phase d'évaluation des propositions détaillées par les comités d'évaluation scientifique (CES) du mois de juin au mois de septembre. Afin de limiter l'impact de ce décalage et de ne pas retarder le démarrage des projets, les listes des projets sélectionnés pour financement seront publiées en continu après chaque comité d'évaluation, tout le long du mois de septembre et début octobre. Cette publication en continu permettra également de limiter le retard sur le processus de conventionnement des projets sélectionnés.

<https://anr.fr/fr/actualites-de-lanr/details/news/aapg-2020-lanr-adapte-le-calendrier-de-publication-des-resultats/>

Analyse des interactions homme – environnement dans le bassin de Persépolis, capitale de l'empire achéménide (ANR, 05/10/2020)

Pour quelles raisons le bassin de Persépolis, une région aride à semi-aride, a-t-il été choisi comme le centre politique et socio économique de l'empire Perse (550-330 av. J.C.) et comment les activités humaines ont impacté les milieux naturels ? Telle est la question au cœur du projet ANR Paléo Persepolis (2014-2018) qui vise à mieux comprendre les interactions homme-climat-écosystèmes autour de Persépolis, notamment dans l'Antiquité lorsque des dynasties élamites et perses ont fondé des entités socio-politiques importantes.

<https://anr.fr/fr/actualites-de-lanr/details/news/analyse-des-interactions-homme-environnement-dans-le-bassin-de-persepolis-capitale-de-lempire-ac/>

Webinaire sur l'appel à projets « Recherche transdisciplinaire sur les trajectoires vers la durabilité » du Belmont Forum (ANR, 24/09/2020)

L'Agence nationale de la recherche (ANR), l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et Future Earth Paris organisent un webinaire d'informations et d'échanges en français le 6 octobre 2020 sur l'appel à projets de réseaux du Belmont Forum "Recherche transdisciplinaire sur les trajectoires vers la durabilité" lancé le 23 juillet dernier.

<https://anr.fr/fr/actualites-de-lanr/details/news/webinaire-sur-lappel-a-projets-recherche-transdisciplinaire-sur-les-trajectoires-vers-la-durabili/>

Publication du cahier n°12 de l'ANR : les apports de la génomique à l'agroécologie (ANR, 16/09/2020)

Dans quelles mesures les avancées scientifiques issues de projets ANR en génomique des animaux, des plantes et des microbes pourraient enrichir les recherches en agroécologie ? L'ANR publie un nouveau cahier thématique qui dresse une analyse du financement des projets en génomique depuis 2005, présente des projets à fort intérêt pour l'agroécologie, et propose des pistes prioritaires de recherche en génomique pour appuyer les travaux en agroécologie. Ce cahier, disponible en téléchargement, est destiné aux communautés scientifiques, aux décideurs politiques et à toute personne désireuse d'en savoir plus sur cet enjeu.

<https://anr.fr/fr/actualites-de-lanr/details/news/publication-du-cahier-n12-de-lanr-les-apports-de-la-genomique-a-lagroecologie/>

Nouvel éclairage sur le rythme de l'horloge radiocarbone pour la datation des événements environnementaux, climatologiques ou archéologiques (ANR, 16/09/2020)

La datation au radiocarbone, fondée sur la désintégration radioactive du carbone 14 (14C), est la méthode la plus utilisée pour la période des 50 000 dernières années. La teneur en 14C d'un échantillon fossile est comparée à la teneur atmosphérique, cependant puisque celle-ci varie dans le temps, il est nécessaire de connaître la teneur atmosphérique en 14C contemporaine de l'époque de l'échantillon. Une courbe de calibration du radiocarbone permet alors de corriger l'âge mesuré par le 14C en fonction de cette variation. Or, la toute nouvelle courbe IntCal20 a révélé une accélération de l'horloge radiocarbone entre 50 000 et 40 000 ans avant le présent, période où il y a deux fois plus d'années du radiocarbone que d'années calendaires. La mise en évidence de cette anomalie permet une datation plus précise et une meilleure correction de l'âge des échantillons.

<https://anr.fr/fr/actualites-de-lanr/details/news/nouvel-eclairage-sur-le-rythme-de-lhorloge-radiocarbone-pour-la-datation-des-evenements-environneme/>

Cartographie : vers une meilleure navigation entre des cartes et images hétérogènes. Le projet ANR MapMuxing (Agence Nationale de la Recherche, 03/09/2020)

Actualité

Des applications telles que Google Maps ou le Géoportail de l'IGN permettent à chacun de visualiser des données géographiques hétérogènes, de passer d'une carte à une autre, ou encore d'interagir en effectuant un zoom. La combinaison de données (obtenir des détails sur un point d'intérêt tout en conservant une vue globale d'un itinéraire par exemple) ou la navigation entre les cartes restent cependant complexes.

<https://anr.fr/fr/actualites-de-lanr/details/news/cartographie-vers-une-meilleure-navigation-entre-des-cartes-et-images-heterogenes-le-projet-anr-m/>

JO ET CIRCULAIRES

Décret no 2020-1205 du 30 septembre 2020 relatif à l'élection ou la désignation des membres du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche et des conseils des établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieure (Journal officiel de la république, 01/10/2020)

Publics concernés : les représentants des étudiants au conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche et les personnels et usagers des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et des établissements publics nationaux d'enseignement supérieur à caractère administratif.

Objet : election ou designation des membres du conseil national de l'enseignement superieur et de la recherche et des conseils des établissements publics d'enseignement superieur relevant du ministre chargé de l'enseignement superieur.

https://journal-officiel.legifrance.gouv.fr/file/joe_20201001_0239_p000.pdf

Arrêté du 23 septembre 2020 portant définition de l'unité facultative « engagement étudiant » du brevet de technicien supérieur prévue à l'article d. 643-15-1 du code de l'éducation (legifrance, 26/09/2020)

[HTTPS://WWW.LEGIFRANCE.GOUV.FR/ELI/ARRETE/2020/9/23/ESRS2019793A/JO/TEXTE](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2020/9/23/esrs2019793a/jo/texte)

PROCEDURE D'EXPERTISE DES OPERATIONS IMMOBILIERES (LEGIFRANCE, 14/09/2020)

Procédure d'expertise, de labellisation et d'évaluation socio-économique applicable aux opérations immobilières des établissements relevant de la tutelle du ministère en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche
https://www.legifrance.gouv.fr/download/file/pdf/cir_45047/CIRC

Mobilisation des jeunes hauts fonctionnaires sur nos territoires en faveur de la relance (Légifrance, 12/09/2020)

Il s'agit d'une circulaire relative à la mobilisation des jeunes hauts fonctionnaires sur nos territoires en faveur de la relance. La circulaire signée par le Premier Ministre à destination des ministres et des préfets, vise la mise en place de postes labélisés « sous-préfets à la relance » correspondant à des besoins prioritaires de l'État au niveau territorial. Ceux-ci auront vocation à recouvrir des missions à forts enjeux et des projets complexes, aux côtés de l'ensemble des partenaires locaux.
https://www.legifrance.gouv.fr/download/file/pdf/cir_45049/CIRC

Circulaire de rentrée 2011 (Légifrance, 09/09/2020)

Un objectif naturel s'impose à chacun des acteurs de l'École : améliorer les acquis des élèves significativement et durablement à tous les niveaux de la scolarité. Cette priorité est d'autant plus cruciale aujourd'hui que les résultats des enquêtes nationales et internationales soulignent, d'une part, la performance moyenne de notre système éducatif et, de l'autre, des écarts importants entre les élèves, déterminés par le cadre social et culturel. Il s'agit donc de concilier l'École pour tous et la réussite de chacun, en s'assurant que chaque élève, quel que soit son parcours, dispose d'un corpus commun de connaissances et de valeurs à la fin de la scolarité obligatoire. Trois lignes de force sous-tendent cette ambition : la priorité absolue donnée à la maîtrise des savoirs fondamentaux, la personnalisation des parcours des élèves et la volonté d'accorder une plus grande liberté d'action aux établissements scolaires, dans le double dessein de promouvoir l'excellence et de lutter contre les inégalités. La circulaire traduit ces axes de la politique éducative en directives qui, dans une présentation non exhaustive et transversale à tous les niveaux d'enseignement, définit les priorités et les grands enjeux de l'année scolaire 2011-2012.
https://www.legifrance.gouv.fr/download/file/pdf/cir_33090/CIRC

Circulaire relative à la prise en compte dans la fonction publique de l'État de l'évolution de l'épidémie de covid-19 (Légifrance, 01/09/2020)

Compte tenu de l'évolution de l'épidémie de covid-19, la présente circulaire vise à fixer de nouvelles règles concernant les conditions de travail en matière de protection de la santé et de la sécurité des agents publics de l'État et de ses établissements publics afin de garantir la continuité du service public et d'accompagner cette reprise de l'activité au niveau national.

https://www.legifrance.gouv.fr/download/file/pdf/cir_45044/CIRC

UNION EUROPÉENNE

Lancement d'un Label francophone de l'innovation responsable (AUF, 12/10/2020)

L'AUF, avec ses partenaires, lance le "Label francophone de l'innovation responsable". Ce Label est destiné aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche, privés ou publics, membres de l'AUF dans le monde. Son objectif est double : cartographier et valoriser les innovations responsables des établissements universitaires francophones dans le monde, mais aussi déployer le réseau de l'innovation responsable pour favoriser les synergies entre les universités, la société civile et le secteur socioéconomique œuvrant pour le développement d'une société responsable.

<https://www.auf.org/nouvelles/actualites/lancement-dun-label-francophone-linnovation-responsable-francophone/>

Résolution du Comité européen des régions — Cadre financier pluriannuel révisé et plan d'investissement durable européen (Le Comité Européen des Régions, 01/10/2020)

; fait observer à cet égard que les établissements d'enseignement supérieur et les instituts de recherche relèvent dans de nombreux cas de la compétence des collectivités régionales, et qu'à ce titre, celles-ci peuvent bénéficier indirectement de ces programmes; souligne qu'une mise en concurrence est nécessaire dans l'attribution des fonds de recherche pour pouvoir soutenir la concurrence mondiale en matière de recherche et d'innovation et pour renforcer les groupements de recherche européens;

http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:JOC_2020_324_R_0001

Avis du Comité européen des régions — «Vers une feuille de route pour un hydrogène propre — La contribution des collectivités locales et régionales à une Europe neutre pour le climat» (Le Comité Européen des Régions, 01/10/2020)

L'échange de connaissances et d'expériences entre les régions, les institutions de l'Union, les États membres et les collectivités locales et régionales, mais aussi entre les entreprises; 43. encourage les États membres et les collectivités locales et régionales à promouvoir, dans le cadre de leurs compétences en matière d'enseignement supérieur ainsi que d'enseignement et de formation professionnels, la formation de professionnels et de scientifiques qualifiés tout au long de la chaîne de valeur de l

http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:JOC_2020_324_R_0007

COMMUNICATION FROM THE COMMISSION TO THE EUROPEAN PARLIAMENT, THE COUNCIL, THE EUROPEAN ECONOMIC AND

SOCIAL COMMITTEE AND THE COMMITTEE OF THE REGIONS (European Commission, 30/09/2020)

Education is essential to the vitality of European society and economy. The European Education Area aims to bring to the education and training communities the support they need to fulfil their fundamental mission, in challenging and exciting times - President von der Leyen

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2020/EN/COM-2020-625-F1-EN-MAIN-PART-1.PDF>

AU PARLEMENT

Candidats libres au baccalauréat à l'étranger (Sénat, 15/10/2020)

Mme Évelyne Renaud-Garabedian attire l'attention de Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur la prise en considération par les universités françaises des candidats libres au baccalauréat, dont les épreuves à l'étranger se sont tenues en septembre du fait de la crise sanitaire.

<http://www.senat.fr/questions/base/2020/qSEQ201018227.html>

Fonctionnement de la plateforme Parcoursup | Enseignement supérieur, recherche et innovation | 29991 | Mme Carole Grandjean (Assemblée Nationale, 13/10/2020)

Mme Carole Grandjean interroge Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur le fonctionnement et les règles d'attribution des choix des futurs étudiants dans le cadre de la plateforme d'admission dans l'enseignement supérieur.

L'objectif de transparence est au cœur de la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants (ORE) et des principes de fonctionnement de la plateforme Parcoursup. Avec la loi ORE, la plateforme Parcoursup exige de chacune des formations de porter à la connaissance de tous les candidats potentiels, dès l'ouverture de la plateforme, d'une part les attendus de la formation, qui peuvent être nationaux et/ou locaux, et d'autre part, les critères généraux d'examen des vœux qui seront utilisés par les commissions d'examen des vœux, au sein de chaque formation.

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-29991QE.htm>

Critères de sélection de la plate-forme « Parcoursup » | Enseignement supérieur, recherche et innovation | 31104 | M. Fabrice Brun (Assemblée Nationale, 13/10/2020)

M. Fabrice Brun attire l'attention de Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur les critères de sélection de la plate-forme « Parcoursup ».

Le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) ne partage pas l'appréciation négative portée sur la plateforme Parcoursup compte tenu des éléments suivants. En premier lieu, il convient de rappeler que l'objectif de transparence a été au cœur de la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants (ORE) et des principes de fonctionnement de la plateforme Parcoursup.

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-31104QE.htm>

Report du délai pour un stage ou un apprenti | Éducation nationale, jeunesse et sports | 29796 | M. Jean-Louis Thiériot (Assemblée Nationale, 13/10/2020)

M. Jean-Louis Thiériot attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse sur la situation des élèves de CAP et candidats aux BTS, qui en raison de l'épidémie de covid-19 n'ont pas pu réaliser leur stage ou leur apprentissage pourtant obligatoire pour leur passage en seconde année et la validation de leur diplôme.

Les candidats à l'examen des diplômes professionnels du certificat d'aptitude professionnelle (CAP), du brevet d'études professionnelles (BEP), du brevet professionnel (BP), du baccalauréat professionnel, du brevet des métiers d'art, et de la mention complémentaire doivent en effet, pour pouvoir se présenter à l'examen, avoir effectué des périodes de formation en milieu professionnel ou encore de stage en entreprise d'une durée précise, mais aussi et selon leur statut, justifier d'une durée d'expérience professionnelle ou même d'activité à leur actif.

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-29796QE.htm>

Formation au métier d'audiologiste | | Enseignement supérieur, recherche et innovation | 31000 | M. Philippe Berta (Assemblée Nationale, 13/10/2020)

M. Philippe Berta attire l'attention de Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur l'absence de formation au métier d'audiologue audiologiste en France.

Le système français ne comporte pas de formation au métier d'audiologue audiologiste. En effet, la profession d'audiologiste n'est pas reconnue en France par le Code de la santé publique.

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-31000QE.htm>

Obtention du BTS après enseignement du CNED dans le contexte sanitaire actuel. | Enseignement supérieur, recherche et innovation | 31971 | Mme Valérie Gomez-Bassac (Assemblée Nationale, 13/10/2020)

Mme Valérie Gomez-Bassac alerte M. le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, sur la situation des élèves et étudiants suivant des enseignements dispensés par le Centre national d'éducation à distance (CNED).

La crise sanitaire liée à la covid-19 a conduit le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation à engager des mesures nécessaires d'adaptation de l'examen du brevet de technicien supérieur (BTS). Ces mesures ont conduit à la publication du décret n° 2020-684 du 5 juin 2020 relatif aux modalités de délivrance du brevet de technicien supérieur en raison de l'épidémie de covid-19 et de la note de service du 6 juin 2020 relative aux modalités de mise en œuvre de délivrance du brevet de technicien supérieur en raison de l'épidémie de covid-19.

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-31971QE.htm>

Alimentation végétale et protéines végétales dans les repas des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Sénat, 08/10/2020)

Monsieur Arnaud Bazin attire l'attention de madame la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, sur l'intérêt certain de l'augmentation de la part des protéines végétales dans l'alimentation.

<http://www.senat.fr/questions/base/2020/qSEQ201018099.html>

Injustice économique chez les étudiants boursiers (Sénat, 08/10/2020)

Mme Corinne Imbert attire l'attention de Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation au sujet des critères d'attribution des bourses au mérite. Les bourses au mérite sont versées aux élèves ayant obtenu une mention très bien au baccalauréat.

<http://www.senat.fr/questions/base/2020/qSEQ20101296S.html>

Soutien à l'accès à l'enseignement supérieur (Assemblée Nationale, 1ère publication: 25/08/2020 - Mise à jour: 06/10/2020)

Mme Catherine Osson interroge Mme la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales sur le soutien que pourrait apporter l'État aux communes pauvres pour soutenir l'accès à l'enseignement supérieur, et la réussite sociale des jeunes des quartiers dits difficiles ou prioritaires de la politique de la ville.

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-31919QE.htm>

Chercheurs porteurs de handicap et projet de loi de programmation de la recherche pour 2021-2030 (Sénat, 01/10/2020)

Mme Sylviane Noël attire l'attention de Mme la secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées, au sujet de l'absence de dispositions relatives aux chercheurs porteurs de handicap dans le projet de loi n° 3234 (Assemblée nationale, XV^e législature) de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur.

<http://www.senat.fr/questions/base/2020/qSEQ201018019.html>

Fermeture des frontières pour des étudiants français inscrits dans une formation supérieure à l'étranger (Sénat, 01/10/2020)

Mme Évelyne Renaud-Garabedian attire l'attention de M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la fermeture des frontières pour certains étudiants français inscrits dans une formation supérieure à l'étranger. En effet, certains pays tel le Canada ne traitent plus les demandes de permis d'étude de étudiants internationaux dûment inscrits dans un établissement canadien et n'autorisent même pas l'entrée sur son territoire d'étudiants disposant déjà de ce document.

<http://www.senat.fr/questions/base/2020/qSEQ201018010.html>

Moyens alloués aux recherches scientifiques (Assemblée Nationale, 1ère publication: 05/02/2019 - Mise à jour: 29/09/2020)

M. Thomas Rudigoz attire l'attention de Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur les moyens alloués aux recherches scientifiques et technologique pluridisciplinaires (programme 172 de la mission interministérielle recherche et enseignement supérieur). (...)

Le Premier ministre a annoncé le 1^{er} février 2019 la mise en chantier d'une loi de programmation pluriannuelle pour la recherche. L'objectif de cette loi est d'engager dans la durée les transformations dont notre recherche a besoin en lui redonnant du temps, de la visibilité et des moyens. La réflexion a ainsi été conduite autour de trois questions-clefs par trois groupes de travail comprenant des parlementaires, des scientifiques français et étrangers, des dirigeants d'organismes, des présidents d'université et des acteurs industriels : - comment garantir que les projets scientifiques les plus ambitieux et les plus novateurs pourront être financés comme ils doivent l'être, tant en recherche fondamentale que pour répondre aux enjeux sociétaux ? - comment attirer vers les carrières scientifiques les jeunes talents et offrir des parcours scientifiques compétitifs à l'échelle internationale ? - comment développer la recherche partenariale entre public et privé et convertir les résultats de recherche en innovation ? Sur la base des propositions de ces groupes de travail remises en septembre 2019 au Gouvernement, ainsi que de celles de la communauté universitaire et scientifique dans son ensemble, qui a pu faire connaître ses souhaits et attentes en participant à la vaste consultation numérique mise en place à cet effet l'année passée, la ministre a été invitée à proposer au Premier ministre, dans le cadre des orientations fixées par le Président de la République en février dernier, les grands axes qui structurent la Loi de Programmation de la Recherche (LPR) présentée en conseil des ministres le 22 juillet dernier et soumise actuellement au Parlement, pour une mise en œuvre à compter de 2021. Assortie d'une programmation budgétaire sur la période 2021-2030, l'objectif affiché de cette loi est d'atteindre un effort de recherche de 3 % du PIB (au lieu des 2,2 % actuels) qui apparaît

nécessaire à la fois pour des raisons économiques et sociétales, afin de relever les défis, qu'ils soient climatiques, technologiques, anthropologiques ou organisationnels, mais également pour des raisons de souveraineté. Ses principaux axes visent à consolider la capacité de financement des laboratoires de recherche et des projets scientifiques, à renforcer l'attractivité des emplois et des carrières scientifiques, à développer la recherche partenariale et le modèle d'innovation français, à diffuser la recherche dans l'économie et la société et, enfin, à adopter différentes mesures de simplification. Ayant décidé de déployer sans attendre cette stratégie de réinvestissement budgétaire, qui sera inscrite et votée dans les lois de finances successives, le Président de la République a annoncé, dès le mois de mars dernier, que le budget annuel de la recherche, qui est aujourd'hui de 15 Md€, augmenterait de 5 Md€ en l'espace de 10 ans, soit une croissance de 33 %. Dès 2021, une "première marche" de 400 M€ sera franchie. Cet effort budgétaire de 5 Md€ portera sur la revalorisation des carrières et le doctorat, la recherche en santé globale, qui bénéficiera de 1 Md€ de plus, mais aussi l'Agence Nationale de la Recherche (ANR), dont le budget va être abondé de 1 Md€. Il faut noter que les augmentations du budget de l'ANR en 2018 et 2019 (5 % supplémentaires chaque année) ont déjà permis l'accroissement du taux de succès de l'appel à projets générique, principal appel de l'ANR, qui est passé en moyenne de 13,3 % en 2017 à 15,1 % en 2018 et a atteint les 16 % en 2019, malgré une très légère augmentation du montant moyen des projets. Ainsi, l'augmentation prévue du budget de l'ANR dans le cadre de la LPR permettra de conforter cette dynamique avec l'objectif de garantir un taux de succès des appels à projets comparable à celui de pays comme l'Allemagne. En outre, chaque projet financé recevra à l'avenir 40 % de financement supplémentaire, incluant un abondement non fléché qui permettra notamment de renforcer le financement du ressourcement scientifique des universités et des organismes. En plus de ces moyens prévus par la LPR, plus de 6,5 milliards d'euros supplémentaires vont être consacrés à l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation dans le cadre des grandes priorités du plan de relance de la France. Plusieurs mesures de ce plan de relance vont permettre de réinvestir massivement dans la recherche et l'innovation, dont notamment : 2,4 Mds€, dans le cadre du 4ème Programme d'Investissements d'Avenir (PIA 4), pour le volet recherche et innovation des stratégies d'accélération afin de financer massivement des technologies et des filières émergentes (de la recherche fondamentale à la première ligne de production industrielle) basées sur l'excellence scientifique des laboratoires en vue de générer de l'emploi et de la valeur ajoutée : technologies numériques (cyber, cloud, quantique, intelligence artificielle), modernisation des technologies agricoles, renforcement de la santé digitale et de la bioproduction pour des thérapies innovantes ; 3,1 Mds€ (dans le cadre du PIA 4) sur 3 ans pour les financements structurels des écosystèmes ESRI et les aides à l'innovation impliquant les acteurs de l'ESRI, permettant ainsi de : - capitaliser sur les structures confirmées et sur les procédures du PIA afin de renforcer la dynamique de transformation des sites académiques (Idex, I-site) et développer des campus de démonstration, - financer des laboratoires et des programmes de recherche de grande ampleur (Labex, Equipex), - amplifier l'effort en faveur de la recherche biomédicale, du développement des connaissances en matière de santé et de l'amélioration des pratiques médicales, - soutenir les IRT et ITE et, à travers eux, les entreprises dans leurs efforts de recherche, - accélérer, en cohérence avec la LPR, la structuration du paysage des acteurs de la maturation et du transfert technologique, notamment à travers les SATT, - amplifier les aides à l'innovation (plan deeptech notamment) ; 400 M€ pour accélérer la montée en puissance de l'ANR : dès 2021, le budget annuel d'intervention de l'ANR sera porté de 518 M€ à plus de 900 M€, en anticipant de deux ans la montée en puissance prévue par la loi de la programmation de la recherche, qui culminera en 2027 à environ 1,5 Mds€ par an. Cet effort budgétaire permettra d'augmenter significativement le taux de succès pour le porter à un niveau supérieur à 25%, soit celui des meilleures agences mondiales. L'ensemble de ces moyens nouveaux font directement écho aux besoins exprimés par la communauté universitaire et scientifique.

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-16638QE.htm>

Statut et conditions de recrutement des vacataires (Assemblée Nationale, 29/09/2020)

M. Matthieu Orphelin attire l'attention de Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur le statut et les conditions de recrutement des vacataires dans l'enseignement supérieur français, après avoir été alerté par des enseignants et des formateurs. (...)

Le problème de cet article est que la direction d'une entreprise est une notion générique et vaste qui devrait englober celle d'une activité non salariée. Or, dans les faits, quid d'un entrepreneur sous forme de société qui vivrait de ses revenus depuis plus de 3 ans et modifierait son statut pour devenir micro-entrepreneur, par exemple ? Devrait-il ne plus pouvoir exercer son activité de vacataire, alors qu'il est toujours dirigeant (non salarié) d'une entreprise et qu'il en tire depuis plusieurs années des revenus réguliers ?

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-32536QE.htm>

Avenir universitaire de la capacité de médecine (Assemblée Nationale, 29/09/2020)

Mme Edith Audibert attire l'attention de Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur l'organisation de la formation continue dénommée « capacité de médecine d'urgence » en université.

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-32579QE.htm>

Aide au remboursement des prêts étudiants (Assemblée Nationale 29/09/2020)

Mme Valérie Bazin-Malgras attire l'attention de Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur la détresse des étudiants qui ont souscrit des prêts pour financer leurs études et doivent s'acquitter de leurs premières échéances de remboursement alors que la crise sanitaire actuelle retarde de fait leur entrée sur le marché du travail.

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-32533QE.htm>

Calcul du montant de la subvention EESPIG (Assemblée Nationale, 29/09/2020)

Mme Valérie Bazin-Malgras attire l'attention de Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur le label d'établissement d'enseignement supérieur privé d'intérêt général (EESPIG) créé en 2013. En effet, ce label ouvre droit à l'obtention d'une subvention. Néanmoins, la détermination du niveau de cette subvention n'est pas définie suivant un cadre réglementaire préétabli.

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-32534QE.htm>

Diplômes sans grade de master (Assemblée Nationale, 29/09/2020)

M. Jean-Michel Mis attire l'attention de Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur les difficultés d'Epitech et d'autres écoles spécialisées dans le domaine de l'informatique et des nouvelles technologies d'information et de communication à obtenir l'autorisation de délivrer des diplômes visés sans grade de master.

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-32535QE.htm>

Certification obligatoire en anglais (Assemblée Nationale, 22/09/2020)

M. Bastien Lachaud interroge Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur la certification obligatoire en anglais pour l'obtention d'un diplôme de licence. (...) Aussi M. le député souhaite savoir quand Mme la ministre entend modifier son arrêté afin d'inclure la possibilité de passer une certification dans une autre langue que l'anglais. Il souhaite savoir si les universités pourront proposer une certification par le CLES, au lieu de passer par des organismes privés. Il souhaite savoir si les étudiants en langue pourront être dispensés de cette certification au motif que leur filière est en soi une certification en langue. Il souhaite également savoir quelles garanties le ministère peut donner que les données personnelles récoltées dans ces tests seront conservées en France et sur des serveurs de droit français. Plus avant, il souhaite savoir quelles politiques le ministère compte prendre pour favoriser le plurilinguisme au sein de l'enseignement supérieur.

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-32288QE.htm>

Rentrée dans l'enseignement supérieur (Assemblée Nationale, 22/09/2020)

Mme Clémentine Autain interroge Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur les conditions de rentrée des étudiants et sur les difficultés d'accès aux formations de l'enseignement supérieur. De nombreuses familles de la circonscription de Mme la députée ont fait part de problèmes liés à la recherche d'informations concernant la rentrée. Les difficultés sont multiples, elles

résultent pour certaines de la situation sanitaire liée à la covid-19, mais sont sans nul doute aggravées par une politique de sélection des étudiants assujettis aux intérêts du marché de l'emploi.

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-32289QE.htm>

Bourses aux étudiants passant le certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (Sénat, 17/09/2020)

Mme Céline Brulin attire l'attention de Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur le versement des bourses aux étudiants passant le certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (CAPES).

En effet, la crise sanitaire a bousculé le calendrier des concours. Les étudiants boursiers devaient bénéficier d'une bourse si la date de leurs concours était déplacé afin de compenser des frais supplémentaires.

<http://www.senat.fr/questions/base/2020/qSEQ200917831.html>

Rentrée universitaire 2020 à l'heure du Covid-19 (Sénat 17/09/2020)

M. Yves Détraigne souhaite appeler l'attention de Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur les difficultés que rencontrent les universités françaises, à l'aune des taux inédits de réussite du baccalauréat de la session 2019-2020.

<http://www.senat.fr/questions/base/2020/qSEQ200917848.html>

Hausse du coût de la vie universitaire (Sénat, 17/09/2020)

Mme Marie-Françoise Perol-Dumont attire l'attention de Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur la hausse du coût de la vie étudiante constatées par les associations étudiantes en cette période de rentrée universitaire.

<http://www.senat.fr/questions/base/2020/qSEQ200917853.html>

Microsoft, marchés publics, numérique et enseignement (Sénat, 17/09/2020)

Mme Marie-Noëlle Lienemann attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports sur les marchés publics ciblés vers des produits Microsoft.

Il semble ainsi que les ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ne soient sortis de leurs errements antérieur, lorsqu'elle avait interpellé en janvier 2017 le précédent gouvernement par deux questions écrites (n° 24806 et n° 24808) restées sans réponse. Elle pointait déjà à l'époque les graves écarts constatés en termes de marchés publics pour l'équipement en logiciels, notamment dans l'éducation nationale, au profit d'entreprises étrangères dont les pratiques fiscales sont par ailleurs problématiques.

<http://www.senat.fr/questions/base/2020/qSEQ200917830.html>

Précarité des étudiants suite à la crise du covid-19 (Assemblée Nationale 15/09/2020)

M. Bastien Lachaud interroge Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, sur l'inquiétante précarité financière des étudiants, plus que jamais accentuée par l'épidémie de covid-19.

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-32144QE.htm>

Télésurveillance des examens (Assemblée Nationale, 15/09/2020)

M. Bastien Lachaud interroge Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, sur la mise en place de la télésurveillance d'examens.(...) Aussi M. le député souhaiterait savoir quelles mesures sont prises afin de garantir aux étudiants l'égalité de traitement et le libre accès aux examens,

particulièrement quand ils n'auraient pas de matériel informatique personnel. Il souhaiterait également savoir quelles mesures ont été prises pour garantir que les solutions techniques utilisées sont bien proportionnées à l'objectif, ont respecté le RGPD et les recommandations de la CNIL et n'ont pas donné lieu à des pratiques discriminatoires des élèves. Il souhaiterait savoir quelle garantie ont les étudiants de la cybersécurité des données collectées. Il voudrait savoir quelle garantie les étudiants peuvent avoir que leurs données sont stockées en France et sur des serveurs de droit français. Il souhaiterait savoir combien d'argent exactement a été dépensé afin de mettre en place cette télésurveillance depuis mars 2020. Plus largement, il souhaite savoir ce que le ministère entend faire pour éviter la fuite en avant sécuritaire, intrusive et discriminante que constitue le recours systématique aux technologies numériques.

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-32176QE.htm>

Transparence des algorithmes utilisés pour Parcoursup (Assemblée Nationale, 08/09/2020)

Mme Laure de La Raudière interroge M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse sur l'opacité de la sélection par le programme Parcoursup. En effet, en 2019 encore, de nombreux parents s'interrogent sur l'impossibilité de pouvoir inscrire leur enfant dans la filière vers laquelle ils souhaitaient s'orienter, notamment en faculté.(...)

À la différence du système APB (Admission postbac), dont l'absence d'encadrement légal et réglementaire et l'opacité ont été soulignées par l'ensemble des acteurs, l'objectif de transparence a été inscrit au cœur de la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants (ORE) du 8 mars 2018 et des principes de fonctionnement de la plateforme Parcoursup, définis par voie réglementaire. Avec la loi ORE, la plateforme Parcoursup exige de chacune des formations de porter à la connaissance de tous les candidats potentiels, dès l'ouverture de la plateforme, d'une part les attendus de la formation, qui peuvent être nationaux et/ou locaux, et d'autre part, les critères généraux d'examen des vœux qui seront utilisés par les commissions d'examen des vœux, au sein de chaque formation. Par ailleurs, la loi du 8 mars garantit à tout candidat la possibilité de télécharger, pour chacun de ses vœux pour lesquels il n'a pas été admis, la notification de la décision affichée dans son dossier Parcoursup et la possibilité de demander au responsable de toute formation concernée la communication des critères et modalités d'examen de sa candidature ainsi que des motifs pédagogiques qui justifient la décision prise à son égard. La formalisation des attendus par les établissements d'enseignement supérieur, de même que ce nouveau droit à l'information, manifestent la volonté, inscrite au cœur de la loi ORE, de rompre radicalement avec les pratiques antérieures à la mise en œuvre de la plateforme Parcoursup, qui ne garantissaient ni transparence sur les attendus des formations et l'algorithme d'affectation, ni droit pour chaque candidat de pouvoir connaître les motifs des décisions prises. Les informations communiquées aujourd'hui sont, de fait, sans commune mesure avec celles, très limitées, qui étaient fournies aux candidats dans le cadre de la mise en œuvre du traitement APB. Pour la session 2020, afin de renforcer cette logique de transparence, une analyse systématique des attendus et critères généraux d'examen des vœux proposés par les formations a été effectuée à l'automne 2019 par le ministère chargé de l'enseignement supérieur afin de s'assurer de la conformité et de la clarté de ces attendus ; des ajustements identifiés comme nécessaires ont été demandés aux formations concernées. Tous les établissements d'enseignement examinent donc les dossiers des candidats. Pour procéder à cet examen, une commission d'examen des vœux, composée de professionnels et dont la composition est arrêtée par le chef d'établissement, a pour mission de définir concrètement les modalités et critères d'examen des vœux dans le cadre des critères généraux publiés. L'examen des dossiers prend en compte les caractéristiques de la formation, l'appréciation portée sur les acquis de la formation antérieure du candidat, les compétences développées par les candidats. Ces éléments sont annoncés dans la fiche de présentation de la formation visible par les candidats dès l'ouverture de la plateforme, fin décembre. L'examen des candidatures relève de la responsabilité de chacune des formations mais leurs modalités d'examen sont encadrées afin d'assurer la transparence voulue par le législateur. A l'occasion de sa décision du 3 avril 2020, le Conseil constitutionnel a confirmé la constitutionnalité du processus d'examen de dossiers de la procédure Parcoursup et validé la disposition de la loi qui permet aux commissions pédagogiques chargées de l'examen des vœux de ne pas révéler la totalité des documents, et y compris des éventuels traitements algorithmiques, qui lui servent à examiner les candidatures. Il a jugé également que l'examen n'avait pas de caractère entièrement automatisé. En rejetant la question prioritaire de constitutionnalité (QPC) introduite par certaines organisations mettant en cause la protection du secret des délibérations des commissions d'examen des vœux intervenant dans la procédure Parcoursup, le Conseil constitutionnel a relevé que la protection du secret des délibérations des équipes pédagogiques constituait un motif d'intérêt général, qui vise à assurer l'indépendance de ces équipes pédagogiques et l'autorité de leurs décisions. Il a par ailleurs jugé, pour renforcer la transparence, qu'il était nécessaire qu'à l'issue de la procédure nationale de préinscription et dans le respect de la vie privée des candidats, chaque établissement assure, le cas échéant sous la forme d'un rapport, la publicité des critères en fonction desquels les candidatures ont été examinées en précisant, le cas échéant, dans quelle mesure des traitements algorithmiques ont été utilisés pour procéder à cet examen. Dans le prolongement de l'esprit de la loi du 8 mars 2018 et des initiatives prises pour renforcer la transparence de la procédure d'accès à l'enseignement supérieur, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a mis

en œuvre les mesures pour accompagner l'ensemble des formations de manière à ce que ce rapport puisse être établi dès cette année par chacune des formations à l'issue de la procédure 2020. Une note de cadrage sur le « rapport public d'examen des vœux » a été établie et rendue publique. Par une décision du 15 juillet 2020, le Conseil d'Etat a jugé que ces rapports répondent aux exigences de transparence posées par le Conseil constitutionnel. Le Conseil d'Etat rappelle que la décision du Conseil constitutionnel du 3 avril 2020 n'impose pas, en revanche, la publication ou la communication aux tiers des traitements algorithmiques eux-mêmes et des codes sources correspondants. Le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation prend acte de cette décision qui, dans la continuité de la décision rendue par le Conseil constitutionnel le 3 avril 2020, assure un compromis équilibré entre les exigences de transparence et la nécessaire protection du secret des délibérations des commissions d'examen des vœux. Cette décision lève ainsi toutes les interrogations sur la communication des procédés algorithmiques utilisés par les établissements dans le cadre de la procédure Parcoursup. Il est à noter que dans le rapport d'information sur l'évaluation de l'accès à l'enseignement supérieur du 22 juillet 2020, les rapporteurs du Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques de l'Assemblée nationale estime que « Après avoir entendu les différentes parties prenantes, les rapporteurs considèrent que les avancées récentes favorisant une plus grande transparence sur le fonctionnement des CEV (décret de mars 2019 sur les critères généraux et rapport ex post imposé par la jurisprudence du Conseil constitutionnel d'avril 2020), permettent d'atteindre un équilibre satisfaisant. Aller plus loin et exiger la publication ex ante d'un barème constitué de l'intégralité des critères d'examen des candidatures, détaillés et pondérés, risquerait de conduire à un traitement totalement automatisé des dossiers, ce qui doit être absolument évité ».

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-22032QE.htm>

Répartition géographique des facultés dentaires (Sénat, 03/09/2020)

Mme Nadia Sollogoub attire l'attention de Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur la répartition géographique des formations en odontologie sur le territoire national. Il existe actuellement quinze facultés de chirurgie dentaire en France dont la répartition est très inégale. Il apparaît, en effet, que trois régions en sont totalement dépourvues : la Normandie, le Centre-Val de Loire et la Bourgogne-Franche-Comté.

<http://www.senat.fr/questions/base/2020/qSEQ200917698.html>

Sciences humaines et sociales et Fondation Maison des Sciences de l'Homme (Assemblée Nationale, 01/09/2020)

M. Sébastien Nadot appelle l'attention de Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, sur la démission en juillet 2020, prenant effet au 31 octobre 2020, du président élu et des deux vice-présidents du directoire de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme.

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-31972QE.htm>

Effectifs importants dans les universités (Assemblée Nationale, 01/09/2020)

M. Jacques Cattin appelle l'attention de Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, sur la situation inédite dans laquelle se trouvent les universités françaises, à l'aune des taux de réussite du baccalauréat, version contrôle continu, de la session 2019-2020. En effet, près de 720 000 bacheliers ont décroché leur sésame pour s'inscrire dans un établissement d'enseignement supérieur. Cette hausse de près de 8 % des reçus, par rapport à l'année précédente, pose des problèmes logistiques et d'effectifs importants pour les universités et crée aussi une tension sur le marché locatif des logements étudiants. Il lui demande quel plan d'accompagnement massif le Gouvernement entend déployer pour assurer à ces jeunes diplômés des conditions d'études optimales dans le supérieur et qui soient le plus en phase avec leur projet d'orientation.

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-31969QE.htm>

Inscription en études supérieures des candidats libres scolarisés à l'étranger dans un lycée hors contrat (Sénat, 27/08/2020)

Mme Évelyne Renaud-Garabedian attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports sur l'inscription en études supérieures des candidats libres scolarisés à l'étranger dans un lycée hors contrat. Comme chaque année, le site Parcoursup, dédié aux inscriptions dans l'enseignement supérieur, exige des futurs étudiants d'instruire des informations relatives au baccalauréat récemment obtenu comme la mention ou le détail des notes.

<http://www.senat.fr/questions/base/2020/qSEQ200817630.html>

ETUDES ET INNOVATIONS

Guide méthodologique à l'attention des acteurs de la phase 1 du dialogue stratégique et de gestion (Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, 15/10/2020)

La phase 1 du dialogue stratégique et de gestion (D.S.G.) vise à la construction par les établissements d'enseignement supérieur et les recteurs en charge de l'enseignement supérieur d'une trajectoire financière et salariale pluriannuelle sur trois ans. Le présent guide propose une méthodologie et des supports facilitant la préparation et le déroulement de cette phase.

<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154713/guide-methodologique-a-l-attention-des-acteurs-de-la-phase-1-du-dialogue-strategique-et-de-gestion.html>

La réorientation dans l'enseignement supérieur (Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, 14/10/2020)

La réorientation durant les premières années d'études post-baccalauréat est devenue un phénomène de masse qui concerne tous les types d'étudiants, quel que soit leur profil scolaire ou leur filière de formation. Inscrite dans le cadre de la réflexion sur la mise en oeuvre de la loi orientation et réussite des étudiants, la mission d'inspection générale formule des recommandations visant une meilleure prise en compte des réorientations, sur le plan de l'accompagnement des étudiants comme de la gestion des flux.

<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154684/la-reorientation-dans-l-enseignement-superieur.html>

Les étudiants, principal vecteur d'attractivité du Grand Besançon (Insee Analyses Bourgogne-Franche-Comté – 76, 12/10/2020)

En 2015, 11 300 habitants sont venus s'installer dans le Grand Besançon. Les nouveaux résidents viennent en premier lieu des territoires limitrophes : 25 % du reste du Doubs et plus largement 60 % du reste de la Bourgogne-Franche-Comté.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/4799113>

Appel à projets pour rejoindre l'Incubateur d'Entrepreneurs en Santé Numérique de Bpifrance et Université de Paris (Bpifrance servir l'avenir, 12/10/2020)

Contrairement à l'écosystème des entreprises du logiciel, structuré et « éduqué » grâce aux entrepreneurs ayant réussi qui aident financièrement les sociétés en démarrage, et participent à des programmes d'accompagnement de jeunes entrepreneurs en tant que mentors, le marché de la santé numérique est quant à lui plutôt jeune et son écosystème en construction.

<https://www.bpifrance.fr/A-la-une/Appels-a-projets-concours/Appel-a-projets-pour-rejoindre-l-Incubateur-d-Entrepreneurs-en-Sante-Numerique-de-Bpifrance-et-Universite-de-Paris-50674>

Cartographie des bourses publiques de l'enseignement supérieur (Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, 10/10/2020)

La mission d'inspection générale chargée d'établir une cartographie des bourses publiques de l'enseignement supérieur identifie trois niveaux d'acteurs publics qui proposent des aides financières aux étudiants. Elle souligne l'intérêt d'une convergence des aides à travers le dossier social étudiant.

<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154596/cartographie-des-bourses-publiques-de-l-enseignement-superieur.html>

Agrément pour les fondations reconnues d'utilité publique du secteur de la recherche (Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, 9/10/2020)

Le dépôt d'un dossier de demande d'agrément au titre du CIR pour les fondations reconnues d'utilité publique du secteur de la recherche citées au 5° du d du II de l'article 244 quater B du CGI (§ 30 et s. du BOI-BIC-RICI-10-10-20-30) en tant que prestataire de recherche s'effectue par voie postale ou par courriel.

<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid131114/agrement-pour-les-fondations-reconnues-d-utilite-publique-du-secteur-de-la-recherche.html>

Publication du rapport n° 2020-016 relatif à la cartographie des bourses publiques de l'enseignement supérieur (Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, 9/10/2020)

Le rapport de la mission I.G.E.S.R. établit une cartographie des bourses publiques de l'enseignement supérieur avec trois niveaux d'acteurs publics qui proposent des aides financières aux étudiants : les ministères, au premier rang desquels le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, les conseils régionaux et les autres collectivités territoriales.

<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154611/publication-du-rapport-n-2020-016-relatif-a-la-cartographie-des-bourses-publiques-de-l-enseignement-superieur.html>

Partenariats dans Horizon Europe (Horizon 2020, 01/10/2020)

Les partenariats prévus dans le programme-cadre Horizon Europe sont des initiatives où l'U.E. et les états membres s'engagent avec des acteurs privés et publics à soutenir conjointement le développement et la mise en œuvre d'un programme d'activités de recherche et d'innovation.

<http://www.horizon2020.gouv.fr/cid154360/parteneriats-dans-horizon-europe.html>

Écosystèmes européens d'innovation (Horizon 2020, 01/10/2020)

Intégré au pilier 3 d'Horizon Europe, le volet "Écosystèmes européens d'innovation" vise à renforcer le paysage européen global de l'innovation en s'appuyant notamment sur les possibilités de synergies avec les autres volets du programme-cadre Horizon Europe.

<http://www.horizon2020.gouv.fr/cid154349/ecosystemes-europeens-d-innovation.html>

Parcoursup 2020 : une procédure efficace et un bilan positif malgré la crise de Covid-19 (Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, 30/09/2020)

La troisième édition de la procédure Parcoursup, qui s'est achevée le 24 septembre, s'est déroulée dans un contexte très particulier marqué par la crise Covid-19, le confinement et une croissance sans équivalent du nombre de lycéens souhaitant rejoindre l'enseignement supérieur.

<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154306/parcoursup-2020-une-procedure-efficace-et-un-bilan-positif-malgre-la-crise-de-covid-19.html>

L'emploi scientifique dans les organismes de recherche en 2019 (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, 30/09/2020)

Hors doctorants, l'emploi des chercheurs au sein des organismes de recherche en 2019 poursuit sa légère progression : +0,4 %. La progression est mesurée dans les EPIC et EPST (+0,4% et +0,3%), plus dynamique dans les instituts Pasteur et Curie (+0,8%). Les effectifs de doctorants rémunérés progressent vivement (+11 %). L'emploi total de R&D, couvrant les chercheurs y compris les doctorants et les personnels de soutien, affiche une hausse de 0,5 %. En 6 ans, les principaux organismes ont recruté davantage de chercheurs permanents dans les Sciences de l'ingénieur et les Mathématiques.

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid26414-cid154304/l-emploi-scientifique-dans-les-organismes-de-recherche-en-2019.html>

Les dépenses intérieures de R&D en 2018 (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, 30/09/2020)

En 2018, la dépense intérieure de recherche et développement expérimental (DIRD) de la France s'établit à 51,8 milliards d'euros (Md€), soit une hausse de 1,3 Md€ par rapport à 2017. Corrigée de l'évolution des prix, la DIRD a progressé de 1,7 % en 2018. La DIRD des entreprises s'accroît de 1,8 % en volume, et celle des administrations augmente de 1,3 %. L'effort de recherche, qui rapporte la DIRD au produit intérieur brut (PIB), s'élève à 2,20 % en 2018, comme en 2017. En 2019, l'évolution de la DIRD devrait continuer de progresser à un rythme soutenu (+1,3 % en volume) et atteindrait 53,2 Md€.

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid26414-cid154303/les-depenses-interieures-de-r-d-en-2018.html>

Séminaire « Science ouverte : enjeux et méthodes » : « Chercheurs et réseaux sociaux : comment construire une présence savante sur Internet », 29/09/2020 [vidéo] – LaLIST

« Julie Giovaccini du Centre Jean Pépin inaugure ce cycle de séminaire par un volet consacré à la construction de la présence savante sur internet.

<https://lalist.inist.fr/?p=46194>

Les docteurs ingénieurs : le choix d'une insertion professionnelle dans le secteur privé (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, 29/09/2020)

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154163/les-docteurs-ingenieurs-le-choix-d-une-insertion-professionnelle-dans-le-secteur-prive.html>

Publication du rapport n°2019-075 relatif à l'emploi étudiant (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, 21/09/2020)

L'emploi étudiant et son impact sur le bon déroulement du cursus universitaire constitue une préoccupation majeure pour la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation Frédérique Vidal. <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154037/publication-du-rapport-n-2019-075-relatif-a-l-emploi-etudiant.html>

L'intérêt pour les collectivités d'accueillir des têtes chercheuses (Localtis, 18/09/2020)

Lorsqu'on parle de recherche et d'innovation dans les collectivités territoriales, on pense aux régions qui investissent dans la recherche pour que les entreprises de leurs territoires puissent trouver les compétences nécessaires à leur développement. Pourtant, toutes les collectivités ont intérêt à recruter des chercheurs, à l'instar des entreprises. C'est ce que recommande Jean-Luc Delpuech, haut-fonctionnaire de Bercy et élu local, dans un rapport à paraître et dont il nous dévoile les grandes lignes. Cette relation étroite entre les collectivités et la recherche est abordée au détour des débats sur le projet de loi de programmation pour la recherche qui débutent.

https://www.banquedesterritoires.fr/linteret-pour-les-collectivites-daccueillir-des-tetes-chercheuses?pk_campaign=Flux%20RSS&pk_kwd=2020-09-20&pk_source=Actualit%C3%A9s%20Localtis&pk_medium=RSS

APPELS A PROJETS ET DANS L'AGENDA

Webinaire : Parcoursup du point de vue des étudiants (OVE : Observatoire de la vie Étudiante)

Comment les étudiant-e-s ont-ils et elles vécu le processus de Parcoursup, depuis la formulation des vœux en terminale jusqu'à l'inscription effective dans une filière de l'enseignement supérieur ? Quelles stratégies ont été mises en place et comment celles-ci varient-elles en fonction du profil social et universitaires des étudiant-e-s ?

http://www.ove-national.education.fr/webinaire-parcoursup-du-point-de-vue-des-etudiants/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=webinaire-parcoursup-du-point-de-vue-des-etudiants

Challenge Campus 2030, édition 2 : Imaginez l'université durable de demain (AUF, 25/09/2020)

Imaginez...« Septembre 2030, l'agenda des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) est arrivé à son terme. Les étudiants du monde entier font leur rentrée dans leur Campus, enfin durable. » Les campus universitaires sont au cœur du changement : dans 10 ans, ils devront avoir atteint les 17 ODD pour accueillir et former la nouvelle génération ! À quoi ressembleront ces Campus ? Imaginez l'un des projets qui permettra que ces sites puissent être considérés comme socialement, économiquement et écologiquement durables ? <https://www.auf.org/nouvelles/appels-a-candidatures/challenge-campus-2030-edition-2-imaginez-luniversite-durable-de-demain/>

Appels Horizon 2020 "Green Deal" Mobilité (Horizon 2020, 19/09/2020)

L'appel à propositions Green Deal, suite à la publication par la Commission européenne le 19 septembre 2020, est ouvert depuis le 22 septembre 2020. Cet appel rentre dans le cadre du programme Horizon 2020, comporte 20 thématiques et est doté d'un budget de 983 millions €. La date de clôture est prévue le 26 janvier 2021.

<http://www.horizon2020.gouv.fr/cid154171/appels-horizon-2020-green-deal-mobilite.html>

Pré-annonce : un futur appel à projets franco-allemand en intelligence artificielle (ANR, 15/09/2020)

Le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) via l'ANR, et le Ministère fédéral allemand de l'Éducation et de la Recherche (BMBF) via le PT-DLR, lanceront prochainement un appel à projets conjoint afin de renforcer les collaborations de recherche franco-allemandes dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA). L'ouverture de l'appel est fixée mi-octobre 2020 et la date limite de dépôt des propositions fin décembre 2020.

<https://anr.fr/fr/actualites-de-lanr/details/news/pre-annonce-un-futur-appel-a-projets-franco-allemand-en-intelligence-artificielle/>

Appel ANR « RA-Covid-19 »: les résultats des premières vagues d'évaluation (ANR, 11/09/2020)

Dans la continuité de l'appel ANR Flash Covid-19 ayant abouti au financement de 118 projets, l'ANR a lancé le 15 avril dernier un appel « Recherche-Action Covid-19 » qui vise à soutenir des travaux de recherche à court terme en lien avec la pandémie. L'appel est ouvert en continu jusqu'au 28 octobre 2020 avec plusieurs vagues d'évaluation pour opérer une sélection au fil de l'eau et un financement rapide des projets.

<https://anr.fr/fr/actualites-de-lanr/details/news/appel-anr-ra-covid-19-les-resultats-des-premieres-vagues-devaluation/>

Lancement d'appels à projets pour la rénovation énergétique des bâtiments de l'Etat dans le cadre de France Relance. (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, 07/09/2020)

Communiqué - Établissement

Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des Comptes publics, a présenté aujourd'hui dans le Puy-de-Dôme les deux premiers projets France relance de rénovation énergétique des bâtiments publics de l'Etat.

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid153783/lancement-d-appels-a-projets-pour-la-renovation-energetique-des-batiments-de-l-etat-dans-le-cadre-de-france-relance.html>